

**COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC**  
(Éthique et déontologie)

Dossier : **CMQ-66841**

Élu visé : **Alain Laplante**  
**Maire**

Municipalité : **Saint-Jean-sur-Richelieu**

Date : **15 janvier 2019**

---

**Exposé des faits aux fins d'admissions**

---

**Faits liés aux manquements 1 et 3**

1. Le 22 novembre 2017, le Comité exécutif engage Guy Grenier à titre de chef de cabinet, tel qu'il appert de la résolution n° CE-2017-11-0457 (pièce E-6);
2. Il y a un désaccord concernant le statut et le rôle de Guy Grenier à titre de chef de cabinet. Monsieur Alain Laplante, maire, est d'avis que Guy Grenier relève de celui-ci. Le directeur général, François Vaillancourt, est d'avis que Guy Grenier relève plutôt de lui;
3. Le 17 avril 2018, François Vaillancourt transmet un courriel à l'ensemble des membres du conseil les invitant à lui transmettre leurs observations concernant la nature et la qualité du travail de Guy Grenier, tel qu'il appert du courriel contenu dans la demande d'enquête (pièce E-1);
4. Entre le 17 avril et le 20 avril 2018, des courriels sont transmis par des membres du conseil, de façon confidentielle, à François Vaillancourt, concernant Guy Grenier;
5. Alain Laplante demande à plusieurs reprises d'obtenir copie de ces courriels, ce qui lui est toujours refusé;
6. Le 23 avril 2018, lors d'une séance du conseil municipal à laquelle est présent Alain Laplante, le conseil adopte une résolution congédiant Guy Grenier, tel qu'il appert de la résolution n° 2018-04-0173 (pièce E-9);

7. Le 24 avril 2018, Alain Laplante modifie la composition du comité exécutif pour y remplacer Mélanie Dufresne par Ian Langlois, tel qu'il appert du courriel (pièce E-10);
8. Le 25 avril 2018, le Comité exécutif adopte une résolution confirmant l'embauche de Guy Grenier et mandatant le cabinet Jolicoeur Lacasse afin de modifier le contrat de travail de Guy Grenier, tel qu'il appert de la résolution n° CE-2018-04-0144 (pièce E-11);
9. Le 30 avril 2018, lors d'une séance du conseil municipal à laquelle est présent Alain Laplante, il y a reconsidération de la résolution n° 2018-04-0173, puisque Alain Laplante a exercé son droit de veto. Le conseil adopte pour une deuxième fois une résolution congédiant Guy Grenier, tel qu'il appert de la résolution n° 2018-04-0200 (pièce E-13);
10. Le 2 mai 2018, le Règlement n° 1687 – Règlement modifiant le Règlement n° 0662 relatif au comité exécutif de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu est adopté, tel qu'il appert du règlement (pièce E-15);
11. Ce règlement n° 1687 retire toute compétence décisionnelle au comité exécutif;
12. Le 3 mai 2018, Guy Grenier dépose un pourvoi en contrôle judiciaire, sursis, ordonnance de sauvegarde et injonction contre la Ville (n° de dossier 755-17-002790-189) contestant la légalité de la résolution adoptée par le conseil le 30 avril 2018 intitulée « Retour sur la résolution n° 2018-04-0173-congédiement de l'employé portant le n° 00789 »;
13. Le 4 mai 2018, une injonction provisoire est émise par la Cour supérieure dans le dossier de Guy Grenier (n° dossier 755-17-002790-189) ordonnant le sursis de l'exécution de la résolution adoptée par le conseil le 30 avril 2018 intitulée « Retour sur la résolution n° 2018-04-0173-congédiement de l'employé portant le n° 00789 » au motif que le conseil municipal n'avait pas la compétence d'adopter une telle résolution en raison du règlement déléguant cette compétence au comité exécutif, tel qu'il appert du procès-verbal d'audience de la Cour supérieure (pièce E-38);
14. Le 7 mai 2018, lors d'une séance du comité exécutif à laquelle est présent Alain Laplante, le comité exécutif adopte une résolution visant à rendre exécutoire la résolution n° CE-2018-04-0144 du 25 avril 2018 concernant la confirmation d'embauche de Guy Grenier ainsi que le mandat à donner à Jolicoeur Lacasse. Cette nouvelle résolution précise le montant du mandat et y inclut des consultations juridiques au comité exécutif et au maire dans le dossier de Guy Grenier. Un second mandat est donné afin que le cabinet Jolicoeur Lacasse

intervienne au dossier de Guy Grenier, au nom du comité exécutif et du maire. Alain Laplante participe aux délibérations et vote pour cette résolution, tel qu'il appert de la résolution n° CE-2018-05-0162 (pièce E-16);

15. Le 9 mai 2018, Michelle Hébert, directrice générale adjointe, approuve un sommaire décisionnel dans lequel il est recommandé d'accorder un mandat à la firme Fasken pour représenter les intérêts de la Ville de Saint-Jean-Sur-Richelieu dans le litige opposant la Ville à Guy Grenier. Ce sommaire est approuvé en vue de la séance plénière du 14 mai 2018, tel qu'il appert du sommaire décisionnel (pièce E-40, annexe 1);
16. Le 10 mai 2018, Alain Laplante suspend François Vaillancourt et exige qu'il lui remette son ordinateur. Alain Laplante obtient l'ordinateur, tel qu'il appert des courriels (pièces E-21 et E-39);
17. Le 10 mai 2018, Alain Laplante demande à François Lapointe, greffier, d'avoir accès à l'ordinateur de François Vaillancourt pour consulter les communications émises entre le 17 avril 2018 et le 20 avril 2018 des conseillers au sujet de Guy Grenier;
18. Le 11 mai 2018, un projet d'ordre du jour de la séance plénière est transmis à Alain Laplante. Ce projet prévoit un point à l'ordre du jour concernant le mandat à être donné à Fasken pour représenter les intérêts de la Ville de Saint-Jean-Sur-Richelieu dans le litige opposant la Ville à Guy Grenier. Ce point s'intitule « Mandat à une firme d'avocats - Défense des intérêts de la Ville - Dossier judiciaire concernant la demande de pourvoi en contrôle judiciaire - sursis et injonction provisoire, interlocutoire et permanente », tel qu'il appert du projet d'ordre du jour (pièce E-40, annexe 2);
19. Le 11 mai 2018, Alain Laplante retourne le projet d'ordre du jour avec la mention manuscrite de « retirer ce point du plénier ». Ce point n'est pas discuté lors de la séance plénière du 14 mai 2018, tel qu'il appert des projets d'ordre du jour (pièces E-40, annexes 2 et 3);
20. Le 15 mai 2018, lors d'une séance du conseil municipal à laquelle est présent Alain Laplante, le conseil adopte une résolution congédiant Guy Grenier et une autre résolution abrogeant les résolutions CE-2018-054-0144 et CE-2018-05-0162 adoptés le 25 avril 2018 et 7 mai 2018 par le comité exécutif. Alain Laplante prend part aux délibérations et vote contre ces résolutions, tel qu'il appert des résolutions n° 2018-05-0248 et n° 2018-05-0249 (pièce E-23);
21. Le 17 mai 2018, en réponse à un courriel de Michelle Hébert concernant le mandat à être donné à la firme Fasken pour représenter la Ville dans le litige opposant la Ville à Guy Grenier, Alain Laplante indique qu'il n'y a pas

d'urgence à donner un tel mandat, tel qu'il appert du courriel (pièce E-40, annexes 4 et 5);

22. Le 18 mai 2018, Michelle Hébert réitère sa demande à Alain Laplante de soumettre en séance plénière et en séance publique du 22 mai 2018 le point à l'ordre du jour concernant le mandat à Fasken pour représenter la Ville dans le dossier l'opposant à Guy Grenier. Elle n'a pas de réponse d'Alain Laplante avant la transmission de l'ordre du jour aux membres du conseil, tel qu'il appert du courriel et des projets d'ordre du jour (pièce E-40, annexes 6 à 8);
23. Le 18 mai 2018, le greffe de la Ville apprend du procureur de Guy Grenier que le maire a l'intention d'exercer son droit de veto sur les résolutions n° 2018-05-0248 et n° 2018-05-249 adoptés le 15 mai 2018, tel qu'il appert du courriel du 18 mai 2018 (pièce E-40, annexe 9);
24. Le 18 mai 2018, Alain Laplante exerce son droit de veto sur les résolutions n° 2018-05-0248 et n° 2018-05-249 du 15 mai 2018, tel qu'il appert de la lettre (pièce E-40, annexe 10);
25. Le 22 mai 2018, Alain Laplante demande le retrait de l'ordre du jour de la séance publique du point concernant le mandat à la firme Fasken pour représenter la Ville dans le dossier l'opposant à Guy Grenier, tel qu'il appert des courriels (pièce E-40, annexes 11 à 13);
26. Le 22 mai 2018, lors d'une séance du conseil municipal à laquelle est présent Alain Laplante, il y a reconsidération des résolutions n° 2018-05-0248 et n° 2018-05-0249 concernant Guy Grenier, puisque Alain Laplante a exercé son droit de veto. Le conseil adopte pour une deuxième fois les résolutions concernant Guy Grenier. Alain Laplante participe aux délibérations et vote contre ces deux résolutions, tel qu'il appert des résolutions n° 2018-05-0257 et n° 2018-05-0258 (pièce E-25);
27. Le 22 mai 2018, lors d'une séance du conseil municipal à laquelle est présent Alain Laplante, le conseil adopte une résolution mandatant la firme Fasken pour défendre les intérêts de la Ville dans le dossier l'opposant à Guy Grenier. Alain Laplante participe aux délibérations et vote contre cette résolution, tel qu'il appert de la résolution n° 2018-05-0267 (pièce E-25);
28. Le 24 mai 2018, Alain Laplante demande à ce que tous les projets d'ordre du jour lui soient soumis avant de les rendre disponibles aux membres du conseil, tel qu'il appert du courriel du 24 mai 2018 (pièce E-40, annexe 14);
29. Le 28 mai 2018, 10 minutes avant la séance du comité exécutif, Alain Laplante transmet 5 projets de résolutions dont une résolution concernant l'appui du

comité exécutif à Guy Grenier (Chef de cabinet et attaché politique du maire), tel qu'il appert du courriel et des projets de résolution (pièce E-40, annexes 15 à 17);

30. Le 28 mai 2018, lors d'une séance du comité exécutif à laquelle est présent Alain Laplante, le projet de résolution concernant l'appui du comité exécutif à Guy Grenier est adopté. Alain Laplante participe aux délibérations et vote pour cette résolution, tel qu'il appert de la résolution n° CE-2018-05-0165 (pièce E-26);
31. Le 30 mai 2018, Alain Laplante signe un affidavit dans le dossier opposant Guy Grenier à la Ville devant la Cour supérieure (dossier n° 755-755-17-002790-189), tel qu'il appert de l'affidavit (pièce E-27);
32. Le 30 mai 2018, Alain Laplante accompagne Guy Grenier lors des négociations avec la Ville dans le cadre du recours opposant ce dernier à la Ville (dossier n° 755-755-17-002790-189). Plus particulièrement, les discussions se faisaient entre Guy Grenier, son procureur et Alain Laplante. Tout était fait en présence d'Alain Laplante. Alain Laplante n'a pas discuté avec le procureur de la Municipalité, Bernard Synnott, sauf pour les salutations d'usage;
33. Le 4 juin 2018, lors d'une séance plénière à laquelle est présent Alain Laplante, Bernard Synnott, désire discuter des négociations du 30 mai 2018 et de la stratégie à adopter dans le recours opposant Guy Grenier à la Ville (dossier n° 755-755-17-002790-189). Bernard Synnott mentionne ne pas pouvoir parler en raison du fait qu'Alain Laplante est présent;
34. Lors de cette même séance plénière du 4 juin 2018, des membres du conseil demandent à Alain Laplante de se retirer. Alain Laplante refuse de se retirer;
35. Le 4 juin 2018, lors d'une séance du conseil municipal à laquelle Alain Laplante est présent, il y a reconsidération de la résolution n° 2018-05-0267 (mandatant Fasken dans le dossier opposant la Ville à Guy Grenier), puisque Alain Laplante a exercé son droit de veto. Le conseil adopte pour une deuxième fois cette résolution. Alain Laplante participe aux délibérations et vote contre cette résolution, tel qu'il appert de la résolution n° 2018-06-0338 (pièce E-28);
36. L'article 16 du contrat de travail de Guy Grenier prévoit qu'en tout temps, les parties peuvent mettre fin au contrat en donnant un préavis de six (6) mois;
37. Alain Laplante reçoit une demande du 6 juin 2018 de sept conseillers municipaux demandant une rencontre extraordinaire du conseil municipal pour

le 11 juin 2018 à 18 :00. Cette séance a pour objectif de voter sur une résolution visant à appliquer l'article 16 du contrat de travail de Guy Grenier en lui versant six (6) mois de salaire, tel qu'il appert de la lettre (pièce E-30);

38. Le 7 juin 2018, Alain Laplante transmet un courriel au greffier, François Lapointe, demandant de convoquer une séance extraordinaire pour le 11 juin à 18 :00 dont le point à l'ordre du jour est le « Contrat de travail de Guy Grenier », tel qu'il appert du courriel (pièce E-31);

39. Ce point à l'ordre du jour demandé par Alain Laplante, diffère de celui demandé par les conseillers dans leur correspondance du 6 juin 2018; le point demandé par Alain Laplante vise à voter sur l'entente de principe du 30 mai 2018;

40. Le 11 juin 2018, deux séances extraordinaires sont prévues : la première, à 17 :30, dont le point à l'ordre du jour est : Résolution pour se prévaloir de l'article 16 du contrat de travail de l'employé n° 00789 afin de permettre le paiement à l'employé d'une somme globale équivalent à six mois de salaire majoré des avantages sociaux et la deuxième, à 18 :00, dont le point à l'ordre du jour est : Contrat de travail de l'employé n°00789;

41. Le 11 juin 2018, seule la séance extraordinaire prévue à 17 :30 a lieu. Lors de cette séance du conseil municipal à laquelle est présent Alain Laplante, le conseil adopte une résolution refusant d'entériner l'entente de principe du 30 mai 2018 et accordant une somme globale de six mois de salaire plus les avantages sociaux à Guy Grenier. Alain Laplante participe aux délibérations et vote contre cette résolution, tel qu'il appert de la résolution n° 2018-06-0413 (pièce E-33);

42. Le 11 juin 2018, la séance extraordinaire prévue à 18 :00 n'a pas lieu, faute de quorum, tel qu'il appert du procès-verbal (pièce E-34);

43. Le 13 juin 2018, lors d'une séance du comité exécutif à laquelle est présent Alain Laplante, le comité adopte des résolutions manifestant son désaccord par rapport à la fin d'emploi de Guy Grenier et au mandat donné à la firme Fasken. Alain Laplante participe aux délibérations et vote sur ces résolutions, tel qu'il appert des résolutions n° CE-2018-06-0174 et n° CE-2018-06-0175 (pièce E-35);

44. Le 18 juin 2018, lors de la séance du conseil municipal à laquelle est présent Alain Laplante, il y a reconsidération de la résolution n° 2018-06-0413 refusant d'entériner l'entente de principe du 30 mai 2018 et accordant une somme globale de six mois de salaire, plus les avantages sociaux, à Guy Grenier, puisque Alain Laplante a exercé son droit de veto. Le conseil adopte cette

résolution pour une deuxième fois. Alain Laplante participe aux délibérations et vote contre cette résolution, tel qu'il appert de la résolution n° 2018-06-0419 (pièce E-36);

#### Faits liés au manquement 2

45. Le 1<sup>er</sup> mai 2018, Alain Laplante publie un communiqué de presse « Le maire Alain Laplante dénonce les démarches d'influence et d'intimidation auprès des élus de Saint-Jean-sur-Richelieu », tel qu'il appert du communiqué de presse (pièce E-14);

46. Le 8 mai 2018, Alain Laplante publie un communiqué de presse « La Ville propose un règlement à Justin Bessette », tel qu'il appert du communiqué de presse (pièce E-19);

47. Le 8 mai 2018, Alain Laplante publie un communiqué de presse « Le maire Laplante demande l'intervention du ministre Coiteux », tel qu'il appert du communiqué de presse (pièce E-20);

#### Pièces

48. Le défendeur admet les pièces E-1 à E-40;

Date : \_\_\_\_\_

Date : 15/01/2019

\_\_\_\_\_  
KSA, avocats, s.e.n.c.r.l.  
Procureurs de l'élus visé

M<sup>e</sup> Chantale Bouchard, avocate  
Delta II  
2875, boulevard Laurier, bureau 210  
Québec (Québec) G1V 2M2

cbouchard@ksalex.ca

  
\_\_\_\_\_  
D'ARAGON DALLAIRE  
Procureurs de la Commission municipale

M<sup>e</sup> Naomi Gunst, avocate  
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau  
Mezzanine, aile Chauveau  
Québec (Québec) G1R 4J3

naomi.gunst@cmq.gouv.qc.ca